

Partage de la valeur ajoutée: une stabilité trompeuse

Denis Clerc, *Alternatives Economiques Hors-série* n°082, octobre 2009

La part des salaires dans le partage des fruits de la croissance s'est réduite depuis 1982. Mais il s'agit plus d'un rééquilibrage que d'une déformation, puisqu'il s'était passé l'inverse dans les années 1970. Cependant, si la part du travail salarié n'a pas été amputée sur le long terme, la progression sensible des cotisations sociales et le fort ralentissement des gains de productivité ont réduit à peu de choses la progression du pouvoir d'achat salarial. Tandis que, depuis dix ans, les actionnaires (et les dirigeants de nombre d'entreprises) ont, au contraire, beaucoup arrondi leur pelote.

La part des salariés se maintient...

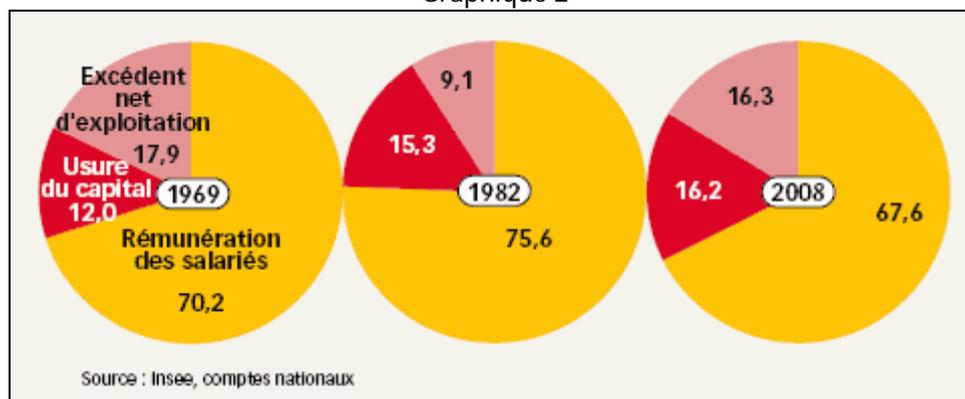
Sur le long terme, la part de la rémunération des salariés (salaires, primes, intéressement, participation et cotisations sociales, y compris les cotisations patronales) dans la valeur ajoutée des sociétés non financières a oscillé aux alentours de 70%, sauf entre 1974 et 1982, date à laquelle les profits ne permettaient plus que de renouveler le capital. D'où une brutale décrue. Mais, en 1989, la stabilisation s'est faite à un niveau inférieur de deux points à celui qui prévalait durant les Trente Glorieuses. (graphique 1)

Graphique 1



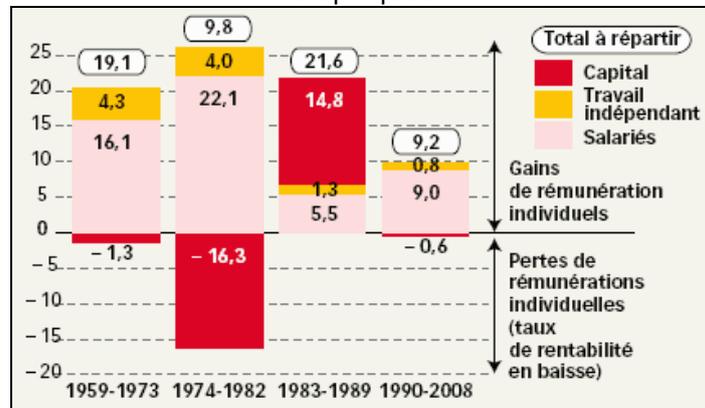
Signe d'une revanche du capital? Pas vraiment: ce recul correspond plutôt à l'augmentation du niveau moyen d'équipement dans les entreprises, qui peut être repéré par le poids croissant de l'usure du capital fixe dans la valeur ajoutée. On peut le constater également par l'analyse des surplus de productivité, qui consiste à isoler dans l'accroissement annuel de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie ce qui relève d'un gain d'efficacité et non d'une embauche ou d'une augmentation des équipements utilisés (graphique 2).

Graphique 2



Entre 1974 et 1982, les salariés ont obtenu des améliorations de revenus deux fois et demi supérieures au surplus de productivité réalisé, si bien que la rémunération du capital a fondu. Aussi, entre 1983 et 1989, les entreprises ont mis les bouchées doubles pour réaliser des gains de productivité qu'elles ont conservés pour elles, ce qui a permis au capital de retrouver sa part antérieure, sans plus. Depuis, les rémunérations des salariés progressent faiblement, tout comme les gains de productivité (graphique 3).

Graphique 3



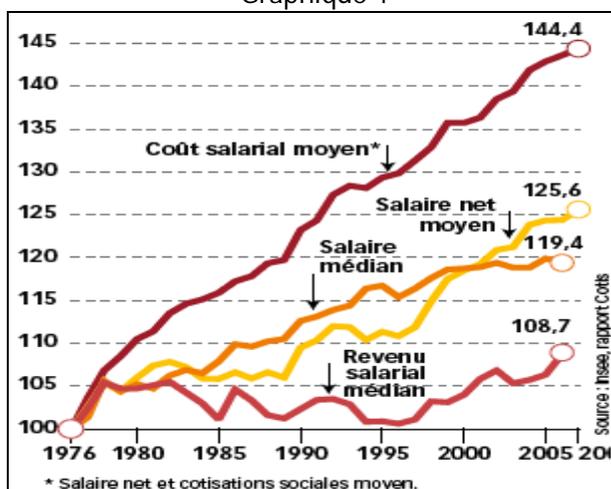
...Mais le pouvoir d'achat moyen stagne

Ce que gagnent les salariés ne se limite pas à leur rémunération. Car, de cette dernière, sont déduites les cotisations sociales patronales et salariales, lesquelles n'ont guère cessé de progresser: elles représentaient 26% du coût salarial (salaire + cotisations) en 1959, 32,4% en 1976 et 41,1% en 2007. Certes, ces prélèvements financent la protection sociale (et notamment les revenus de remplacement), mais c'est autant de moins pour le pouvoir d'achat immédiat. Et il y a les interruptions d'emploi, volontaires ou involontaires: le revenu salarial est réduit d'autant pour tous ceux - de plus en plus nombreux - qui sont dans ce cas.

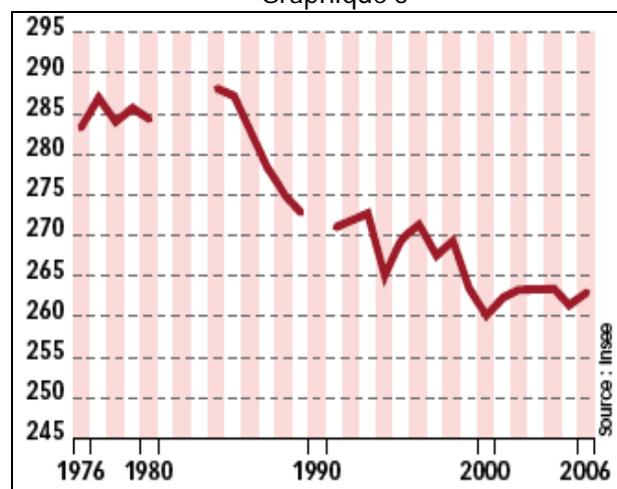
Inflation déduite, le coût salarial moyen (pour un temps plein) a progressé de 44% entre 1976 et 2006, le salaire net moyen de 26%, le salaire net médian (celui tel que la moitié des salariés gagnent plus et l'autre moitié gagnent moins) de 19% et le revenu salarial médian de... 9%. (graphique 4).

Parce que, entre-temps, le nombre de jours annuellement rémunérés est passé en moyenne de 285 à 264: intérim, CDD et licenciements sont passés par là (graphique 5).

Graphique 4



Graphique 5

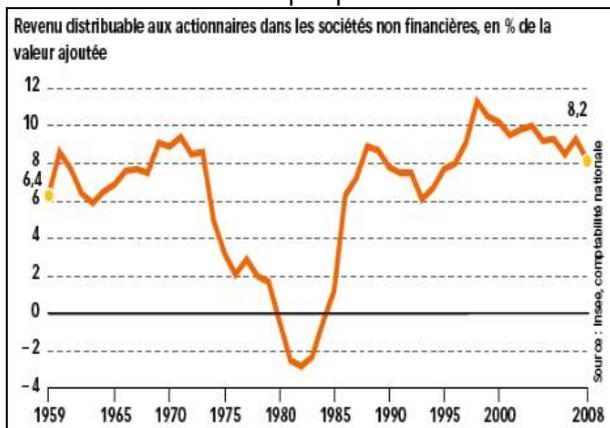


Les actionnaires raflent la mise

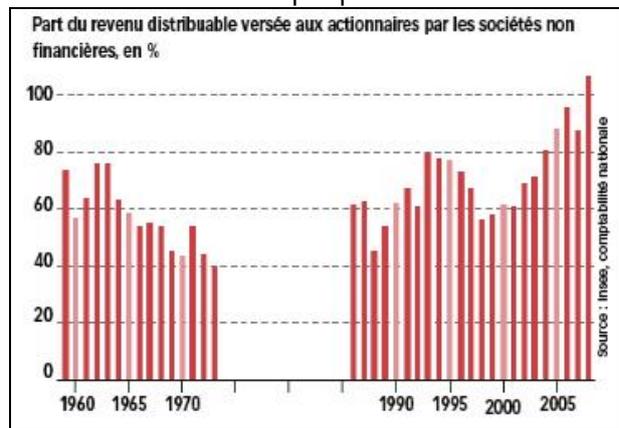
La part de l'excédent brut d'exploitation (EBE), c'est-à-dire du profit avant amortissements, primes d'assurance, paiement des intérêts aux créanciers et impôts sur les bénéfices, a augmenté de deux points dans la valeur ajoutée depuis les années 1960. Mais le revenu distribuable (ce qu'il reste de l'EBE une fois toutes ces charges décomptées et qui correspond au maximum de ce que les entreprises peuvent distribuer à leurs actionnaires sans s'appauvrir) est resté stable en longue période en proportion de la valeur ajoutée. Sauf que, dans les années 1960, les actionnaires recevaient, en dividendes ou assimilés, un peu plus de la moitié de ce revenu distribuable, alors qu'ils en ont reçu... 106% en 2008!

Voilà la vraie nouveauté: au lieu de consacrer une part de leurs bénéfices à développer l'investissement, les entreprises la distribuent à leurs actionnaires. Le capitalisme actionnarial consiste à distribuer dès aujourd'hui tout ce qui peut l'être, comme si les dirigeants ne croyaient plus aux mérites de l'autofinancement pour valoriser leur entreprise. "Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie ...", disait le poète. Ou, plus, prosaïquement: "Prends l'oseille et tire-toi."

Graphique 6



Graphique 7



En savoir plus

[Source des graphiques](#)

Où trouver ces chiffres

[Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France](#), par J.-P. Cotis.

Comptabilité nationale, [comptes des sociétés non financières](#)

Pour comprendre ces chiffres

La valeur ajoutée des sociétés non financières (entreprises non individuelles) est calculée "au coût des facteurs", c'est-à-dire hors impôts sur la production et hors subventions.

Le surplus de productivité désigne les gains de valeur ajoutée (au coût des facteurs) non dus à une augmentation des quantités de facteurs de production (travail ou capital) utilisés ou à des hausses de prix.

Le revenu distribuable des sociétés non financières est ce qu'il reste de l'excédent brut d'exploitation une fois retirées les charges que sont l'usure des équipements, les intérêts versés aux créanciers, les primes d'assurance et les impôts sur les bénéfices.